

SOUS LA DIRECTION DE CATHERINE FENET ET ISABELLE WAQUET

---

**ECE 1<sup>RE</sup> ET 2<sup>E</sup> ANNÉES**  
**ÉCONOMIE**  
**SOCIOLOGIE**  
**HISTOIRE**  
**DU MONDE CONTEMPORAIN**  
**ÉCONOMIE**  
**APPROFONDIE**

Alain COMBES  
Jean-Yves DELER  
Sarah FLEURY-MOLHO  
Damien HEURTEVENT  
Marc PALLUD  
Dominique PLIHON  
Nicolas THIBAUT

Philippe DALPRA  
Xavier ENSELME  
Jérôme GAUTÉ  
Lucien ORIO  
Jean-Philippe PASDELOUP  
Monique SERVANIN  
Jérôme VILLION

**DUNOD**

## Couverture : Hokus Pokus Créations

Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1<sup>er</sup> juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements

d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour

les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée. Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).



© Dunod, 2018

11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff  
[www.dunod.com](http://www.dunod.com)

ISBN 978-2-10-078117-1

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

# AUTEURS

## **Alain Combes**

Agrégé de Sciences sociales, Professeur en classe préparatoire économique et commerciale au lycée Ampère et au lycée Saint-Marc (Lyon).

## **Philippe Dalpra**

Agrégé de Sciences sociales, Professeur en classe préparatoire économique et commerciale au lycée Courbet (Belfort).

## **Jean-Yves Deler**

Agrégé de Sciences sociales, Professeur en classe préparatoire économique et commerciale au lycée Blaise Pascal (Clermont Ferrand).

## **Xavier Enselme**

Agrégé de Sciences sociales, Professeur en classe préparatoire économique et commerciale au lycée Henri IV (Paris).

## **Catherine Fenet**

Agrégée de Sciences sociales, inspectrice d'académie-inspectrice pédagogique régionale (Académie de Dijon-Besançon).

## **Sarah Fleury-Molho**

Agrégée de Sciences sociales, Professeur en classe préparatoire économique et commerciale au lycée Marcelin Berthelot (Saint-Maur des Fossés).

## **Jérôme Gautié**

Agrégé de Sciences sociales et d'Économie, Professeur d'économie à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne.

## **Damien Heurtevent**

Agrégé de Sciences économiques et sociales, Professeur en classe préparatoire économique et commerciale au lycée Chateaubriand (Rennes).

## **Lucien Orio**

Agrégé de Sciences sociales, Professeur honoraire en classe préparatoire économique et commerciale au lycée Montaigne (Bordeaux)

## **Marc Pallud**

Agrégé de Sciences sociales, Professeur en classe préparatoire économique et commerciale au Lycée Claude Monet (Paris).

## **Jean-Philippe Padeloup**

Agrégé de Sciences sociales, Professeur en classe préparatoire économique et commerciale au lycée Carnot (Dijon).

## **Dominique Plihon**

Agrégé des Universités, Professeur de Sciences économiques à l'Université Paris XIII-Sorbonne Paris-Cité.

## **Monique Servanin**

Agrégée de Sciences sociales, Professeur en classe préparatoire économique et commerciale au lycée Marcelin Berthelot (Saint-Maur des Fossés).

## **Nicolas Thibault**

Agrégé de sciences sociales, professeur en classe préparatoire B/L au lycée Janson de Sailly (Paris).

## **Jérôme Villion**

Agrégée de Sciences sociales, Professeur en classe préparatoire économique et commerciale au lycée Janson de Sailly (Paris).

## **Isabelle Waquet**

Agrégée de Sciences sociales, Professeur honoraire en classe préparatoire économique et commerciale au lycée Janson de Sailly (Paris).

# TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos .....	III
Auteurs .....	IV
Réussir les concours .....	1

## Économie, sociologie, histoire du monde contemporain

### ESH Module 1

#### Les fondements de l'économie et de la sociologie ..... 11

<b>1</b> Les acteurs et les grandes fonctions de l'économie .....	13
<b>2</b> Le financement de l'économie .....	23
<b>3</b> Les grands courants de la pensée économique depuis le XVI <sup>e</sup> siècle .....	43
<b>4</b> Objet et méthodes de la sociologie .....	62
<b>5</b> Les grands courants de l'analyse sociologique depuis le XIX <sup>e</sup> siècle .....	75
<b>6</b> Les transformations de l'entreprise depuis le XIX <sup>e</sup> siècle .....	90
<b>7</b> L'entreprise : analyse économique .....	103
<b>8</b> Éléments de sociologie des organisations .....	117

### ESH Module 2

#### Croissance et développement du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours ..... 135

<b>9</b> La croissance économique .....	137
<b>10</b> Fluctuations et crises économiques .....	154

<b>11</b> Les transformations des structures économiques et financières .....	175
<b>12</b> Les transformations des structures sociales depuis la révolution industrielle.....	190
<b>13</b> Les transformations des structures démographiques.....	207
<b>14</b> Les inégalités de développement .....	221
<b>15</b> Stratégies et soutenabilité du développement .....	235
<b>16</b> Économie et sociologie des institutions et du développement.....	250

### **ESH Module 3**

#### **La mondialisation économique et financière** ..... 263

<b>17</b> L'ouverture des économies depuis le XIX <sup>e</sup> siècle : évolution et acteurs .....	265
<b>18</b> L'analyse économique des échanges internationaux .....	281
<b>19</b> Régionalisation, gouvernance et régulations internationales .....	295
<b>20</b> Balance des paiements, taux de change et systèmes de changes .....	308
<b>21</b> Constitution et fonctionnement du marché mondial des capitaux .....	323
<b>22</b> L'évolution du système monétaire international.....	338
<b>23</b> La dynamique de la construction européenne .....	355
<b>24</b> L'Europe économique, monétaire et sociale .....	367

### **ESH Module 4**

#### **Déséquilibre, régulation et action publique**..... 389

<b>25</b> Inflation et déflation .....	391
<b>26</b> Le chômage : évolutions et analyses .....	404
<b>27</b> Les crises financières et leur régulation .....	419
<b>28</b> Allocation des ressources et réglementation des marchés.....	437

<b>29</b> Les politiques de régulation du cycle économique.....	450
<b>30</b> Les politiques structurelles .....	466
<b>31</b> Justice sociale et légitimation de l'intervention publique.....	480
<b>32</b> Les politiques de lutte contre les inégalités.....	495
<b>33</b> État-providence et protection sociale.....	510
<i>Corrigés ESH</i> .....	527

## Microéconomie

### Sous-Partie 1

#### La détermination de l'équilibre des agents ..... **571**

<b>1</b> Utilité et courbes d'indifférence .....	572
<b>2</b> L'équilibre du consommateur .....	575
<b>3</b> Deux applications de la théorie du consommateur.....	579
<b>4</b> Les limites de l'approche microéconomique traditionnelle du consommateur .....	581
<b>5</b> La fonction de production .....	583
<b>6</b> Fonction de production et équilibre du producteur .....	584
<b>7</b> Coûts de production et maximisation du profit.....	586

### Sous-Partie 2

#### Offre, demande, prix : l'équilibre du marché concurrentiel ..... **591**

<b>8</b> La fonction de demande .....	592
<b>9</b> La fonction d'offre .....	595
<b>10</b> L'équilibre du marché en situation concurrentielle .....	597
<b>11</b> L'équilibre général .....	601
<b>12</b> Les limites du modèle concurrentiel .....	602

### Sous-Partie 3

#### Élasticités et prix ..... 605

- 13** Les élasticités, concept et applications ..... 606
- 14** À quoi servent les élasticités?..... 608
- 15** Les interventions réglementaires sur les prix  
et les quantités ..... 612

### Sous-Partie 4

#### Les marchés des facteurs de production ..... 617

- 16** Les marchés des facteurs de production en concurrence  
pure et parfaite ..... 618
- 17** Équilibre des marchés des facteurs et répartition  
des revenus..... 620
- 18** La concurrence imparfaite sur les marchés du travail  
et des ressources naturelles ..... 622
- 19** Concurrence imparfaite et asymétries d'information ..... 625

### Sous-Partie 5

#### La concurrence imparfaite ..... 629

- 20** Les stratégies des firmes en concurrence imparfaite ..... 630
- 21** Le monopole ..... 632
- 22** Le duopole ..... 635
- 23** La politique de la concurrence ..... 637

### Sous-Partie 6

#### Allocation et ineffcience des marchés ..... 643

- 24** Les défaillances du marché : biens communs et biens collectifs .... 644
- 25** Le rôle de l'État dans ces défaillances du marché ..... 645
- 26** Les défaillances du marché : les externalités ..... 646
- 27** Les asymétries d'information..... 648

## Macroéconomie

### Sous-Partie 7

#### La comptabilité nationale ..... 655

**28** Qu'est-ce que la comptabilité nationale ? ..... 656

**29** Les comptes de la Nation ..... 657

**30** La mesure de la production ..... 659

**31** Le tableau entrées-sorties (TES) ..... 661

**32** Les comptes des secteurs institutionnels ..... 663

### Sous-Partie 8

#### Fonctions et équilibres macroéconomiques ..... 669

**33** L'approche macroéconomique de la production ..... 670

**34** La fonction de consommation keynésienne ..... 672

**35** La fonction de consommation néoclassique ..... 675

**36** L'approche macroéconomique de l'investissement ..... 677

**37** L'équilibre macroéconomique en économie fermée ..... 681

**38** Les multiplicateurs budgétaires et l'efficacité  
des politiques économiques ..... 685

**39** L'équilibre macroéconomique en économie ouverte ..... 687

### Sous-Partie 9

#### Les modèles macroéconomiques « classique » et « keynésien » ..... 691

**40** L'approche macroéconomique « classique » ..... 692

**41** Du marché du travail au marché de la monnaie ..... 694

**42** La critique keynésienne du modèle « classique » ..... 697

**43** Le modèle IS-LM en économie fermée ..... 700

**44** L'efficacité des politiques conjoncturelles en économie fermée ..... 703



<b>45</b> Le modèle IS-LM en économie ouverte .....	705
<b>46</b> Les politiques conjoncturelles en changes fixes .....	707
<b>47</b> Les politiques conjoncturelles en changes flottants dans le modèle IS-LM-BP .....	709

## **Sous-Partie 10**


### **Les nouvelles approches de la macroéconomie ..... 713**

<b>48</b> L'économie dans le court terme : fluctuations et chocs .....	714
<b>49</b> Les politiques de stabilisation .....	717
<b>50</b> Anticipations, rigidités et politiques économiques .....	720

### ***Corrigés MICRO/MACRO* ..... 725**

Lexique .....	732
---------------	-----

Index .....	750
-------------	-----

Retrouvez les sujets corrigés à l'aide du picto suivant : 

## 1 L'organisation du travail au cours de l'année

### A. Bien connaître le cours

#### 1. S'organiser efficacement

L'assimilation des cours d'économie, de sociologie et d'histoire du monde contemporain (ESH) et d'économie approfondie (EA) exige des **connaissances précises et solides**.

Il faut connaître les **théories économiques et les analyses sociologiques** ainsi que les grands faits qui ont marqué l'histoire du monde contemporain, sans oublier de mémoriser les données chiffrées permettant de donner les ordres de grandeurs (rythmes de croissance du PIB, montant des déficits publics, chiffres sur le chômage par exemple). Ces ordres de grandeur ne doivent pas concerner uniquement la France mais aussi les autres pays pour pouvoir faire des comparaisons significatives.

Les épreuves écrites et orales des concours exigent des **capacités d'analyse et de synthèse, des qualités de rédaction**. Il faut, à la fois, très bien

connaître le cours, être capable d'analyser les sujets posés, écrire de façon correcte.

**Soignez la préparation de vos colles** : c'est un moment privilégié pour apprendre le cours et comprendre les analyses.

#### 2. Confectionner des fiches récapitulatives

Il est donc très important de **travailler régulièrement** en confectionnant sur chaque sujet traité, sur chaque question traitée, sur chaque livre ou article lu, **des fiches récapitulatives**.

Ces fiches doivent d'abord résumer le cours car, à raison de 8 heures d'ESH et d'EA par semaine, les notes que vous prenez pendant les cours vont rapidement devenir volumi-

#### À RETENIR

##### Une année courte

Le temps de préparation aux concours est très court. Les cours se terminent généralement avant les vacances de printemps : il faut compter environ 26 ou 24 semaines en tenant compte des éventuels concours blancs. Or, le programme est très important et il couvre les deux années de préparation. Aux concours, les sujets posés peuvent porter sur le programme de première année ou de deuxième année.

neuses. Au moment de réviser, il sera plus aisé de relire vos fiches plutôt que tout votre cours.

Il faut aussi réaliser des **fiches sur des points précis** : biographie, idées, ouvrages importants des principaux auteurs économiques et sociologiques, théories (par exemple théorie ricardienne du commerce international), chiffres importants, sujets d'actualité, livres lus au cours de l'année.

Travailler **régulièrement** sans prendre de retard, de façon intelligente, c'est la seule façon d'être prêt pour le mois de mai et de maîtriser tout le programme.

Il est aussi fortement conseillé de **travailler en groupes** : réviser à plusieurs, interrogez-vous, cherchez des plans ensemble, échangez vos fiches de lecture.

### 3. Utiliser le cours de votre professeur et des ouvrages complémentaires

Vous devez d'abord travailler le cours de votre professeur à l'aide de vos notes. Mais il faut compléter ce cours avec un **manuel**, faire des lectures complémentaires et consulter la presse (*Le Monde, Les Échos...*). C'est indispensable aussi bien pour l'épreuve d'ESH que pour les épreuves d'entretien.

Plus vous lisez, plus vous élargirez votre culture économique, plus vous maîtriserez les problématiques, mieux vous rédigerez. **La culture économique, la capacité de réflexion personnelle, la clarté du style font la différence aux concours.**

Vous trouverez dans ce manuel des livres de référence sur chaque chapitre traité. Lisez-en quelques-uns et faites une fiche dessus.

## B. Réviser

Voici quelques conseils pour bien réviser.

### ➤ Commencer vos révisions dès les vacances d'hiver

Le programme est très dense et porte sur les deux années de classe préparatoire. Il est préférable de commencer les révisions dès les vacances d'hiver.

À cette époque, vous avez déjà vu plus de la moitié du programme de deuxième année. Vous pouvez donc commencer à revoir les chapitres déjà traités.

### ➤ Avant de commencer, vous devez :

- Classer votre cours, les fiches réalisées, les dissertations, les contrôles et leurs corrigés.
- Établir un programme de travail précis, jour par jour, en indiquant les plages horaires consacrées à l'ESH et à l'EA et les chapitres à réviser.

#### À RETENIR

#### La réussite aux concours dépend de la qualité de vos révisions

La parfaite connaissance des cours de première année et de deuxième année d'ESH et d'EA doit être votre premier travail.

Les cours d'EA, microéconomie, comptabilité nationale et macroéconomie font partie intégrante du cours d'ESH et permettent de mieux comprendre les théories économiques. Or, vous ne pouvez réussir l'épreuve de dissertation aux concours sans de solides connaissances théoriques.

### ► Pour des révisions efficaces

- Travailler régulièrement et tous les jours l'économie. Ne faire aucune impasse (pas d'impasse sur le programme de première année, sur la micro, la macro, la comptabilité nationale).
- Avoir toujours présent à l'esprit qu'une bonne dissertation comprend des faits économiques, une dimension historique, de l'analyse et de la théorie.
- Revoir les dissertations, les contrôles et les corrigés.
- Faites des **plans rapides** et recherchez les **problématiques** sur des sujets variés.
- **Travailler à plusieurs**, interrogez-vous, posez-vous des questions.

## 2 L'épreuve de dissertation

### 1. Ce qu'il faut savoir sur l'épreuve de dissertation

Les épreuves des concours comportent à l'écrit une **dissertation d'une durée de 4 heures**. Sauf exception, notamment au concours d'Écricome, vous n'aurez pas le choix entre deux sujets. C'est la raison pour laquelle vous ne devez faire aucune impasse.

Les sujets peuvent porter sur un **thème de première année** ou de **deuxième année**, ou sur un **thème transversal** nécessitant des connaissances portant sur les deux années. Ils ne comportent pas de documents, vous ne devez compter que sur vos connaissances.

Les sujets posés sont le plus souvent de **larges sujets de synthèse** nécessitant l'utilisation de connaissances historiques, analytiques, théoriques (dont les cours de micro, macro et comptabilité nationale). Par exemple, on vous demandera de répondre à la question suivante : « Les politiques de l'emploi menées depuis les années 1980 sont-elles efficaces dans la lutte contre le chômage ? » Un sujet plus précis comme « Les politiques de l'emploi dans les pays scandinaves » n'est pas envisageable. Pour réussir cette épreuve, à coefficient élevé, **il faut s'entraîner tout au long de l'année** à rédiger et à élaborer des plans détaillés, des introductions, des conclusions.

**Vous trouverez à la fin de chaque chapitre de nombreux exemples de sujets. Ceux pour lesquels un corrigé vous est proposé sont indiqués en gras. Les corrigés d'ESH sont regroupés page 526, ceux de microéconomie et de macroéconomie page 721.**

Vous ne devez surtout pas vous décourager si vos notes en cours d'année ne sont pas excellentes. L'expérience prouve qu'il est très possible d'améliorer ses résultats en cours d'année. Si l'épreuve d'ESH et d'EA est difficile, **une bonne maîtrise du programme et de la dissertation permet d'obtenir de bonnes voire de très bonnes notes.**

## **2. Il faut commencer par bien apprendre votre cours**

Il faut d'abord travailler sur les **notes prises en classe** et les compléter par un livre de cours. Vous pouvez compléter par la lecture d'un ouvrage plus spécialisé, ou un ou deux chapitres de cet ouvrage, ou un article d'une revue. Travaillez toujours avec un crayon à la main, refaites les graphiques (surtout pour la micro et la macro).

Faites des **fiches synthétiques** sur chaque question de cours et chaque livre ou article lu.

## **3. La dissertation : une question que l'on pose dans l'introduction et à laquelle on répond dans la conclusion**

Le sujet posé peut être une question explicite comme « La politique monétaire est-elle encore efficace ? » ou une question implicite. Dans ce cas, il faut trouver la question sous entendue dans le sujet. Par exemple dans le sujet « Les politiques de lutte contre la pauvreté depuis les années 1950 », il faut s'interroger sur les moyens utilisés pour lutter contre la pauvreté et sur l'efficacité de ces politiques. La **problématique** doit être clairement explicitée dans l'introduction et vous devez y apporter une réponse claire, souvent nuancée dans la conclusion.

Le développement est constitué par l'ensemble de l'argumentation permettant de justifier la conclusion.

## **4. Il est nécessaire de bien cerner le sujet**

Il faut délimiter le sujet de façon précise dans le temps et l'espace (attention au hors sujet, toujours fortement sanctionné), poser sa problématique ce qui nécessite de **prendre le temps de lire et de relire le sujet. Deux sujets ne sont jamais identiques.** Ne récitez jamais un chapitre du cours, ne reprenez pas le plan d'un sujet que vous avez traité pendant l'année. Montrez que vous avez des connaissances mais aussi que **vous êtes capable d'une réflexion personnelle.** Après avoir réfléchi au sujet, il faut organiser l'analyse en élaborant un plan détaillé et précis.

## **5. L'introduction doit être rédigée avec soin**

L'introduction ne doit jamais être bâclée, elle doit être rédigée avec soin, si possible au brouillon. C'est par l'introduction que le correcteur commence à lire votre copie. Elle ne doit pas comporter quelques lignes, paraphasant le sujet, mais, en règle générale occuper entre les trois quarts et la totalité d'une page. Elle se décompose traditionnellement en **trois paragraphes** : le premier doit « accrocher » le lecteur, montrer l'intérêt du sujet, le deuxième doit définir les termes du sujet, en cerner l'objet et en poser la problématique, le troisième doit, de façon élégante, annoncer le plan.

### ■ Exemple d'introduction ■

#### Rôle et limites du marché dans la croissance

A. Smith écrit, en 1776, dans *La Richesse des Nations* que les agents économiques sont conduits par une « main invisible » à « remplir une fin qui n'entre nullement dans leurs intentions ». La recherche par chacun de son intérêt individuel aboutit, dans une économie de marché, à la meilleure situation possible pour la collectivité.

L'histoire économique des pays industrialisés depuis la Révolution industrielle vérifie partiellement la relation positive entre économie de marché et croissance. Une économie de marché est une économie où les prix, qui donnent des informations indispensables aux agents pour prendre leurs décisions, se fixent sur des marchés, lieux de rencontre de l'offre et de la demande. Même si les caractéristiques des économies de marché ont rarement été celles de la concurrence pure et parfaite, la croissance économique, définie comme l'augmentation du PIB par habitant sur une longue période, s'est déroulée dans le cadre d'économies de marché. Néanmoins, l'État est souvent intervenu, surtout depuis 1945, pour promouvoir ou stimuler l'activité économique, et les pays en développement, au moins jusqu'aux années 1980, ont peu profité d'un système économique mondial dominé par les forces du marché.

Si le marché joue un rôle positif dans la croissance (I), il est insuffisant pour permettre à tous les pays de se développer et pour assurer une croissance équilibrée et équitable (II).

## 6. Le plan doit faire apparaître l'argumentation

Le plan doit témoigner d'une **réflexion personnelle**. Il peut comprendre deux ou trois parties. L'essentiel consiste à avancer dans l'argumentation et à équilibrer les parties.

Quand vous réalisez des plans détaillés, vous devez adopter les règles suivantes :

- Les titres des parties doivent comporter des **idées**.

### Exemple

Sur le sujet « La croissance économique mondiale depuis 1945 », évitez d'écrire comme titre de la première partie « La croissance économique de 1945 à 2014 : les faits », mais préférez « Une croissance inégale dans le temps et dans l'espace ». Et enchaînez sur une deuxième partie comme « Le rôle fondamental du progrès technique et de l'environnement institutionnel ».

- Chaque partie doit être subdivisée en **sous-parties** : I- A-1,2,3 ; B- 1,2,3...

## 7. Il existe différents types de plans

- **Thèse-synthèse-antithèse** : ce type de plan est possible mais souvent difficile à réaliser (synthèse souvent absente ou de mauvaise qualité, développement d'une analyse puis de son contraire).
- Si le sujet vous invite à mettre en **relation deux variables** (par exemple, emploi et progrès technique), ne faites pas une partie sur l'emploi et une autre sur le progrès technique. De même, si on vous demande de **comparer deux périodes**, évitez le plan chronologique, cherchez les ressemblances et les différences entre les deux périodes.

- Toutefois dans un sujet comportant une longue période historique (par exemple, du début du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours), il est fortement recommandé d'adopter un plan historique comportant des idées fortes en lien avec le sujet. Évitez également un découpage opposant deux théories économiques : par exemple, une partie keynésienne, une partie libérale.
- Si le sujet vous y invite explicitement (c'est rare !), **n'hésitez pas à suivre le plan proposé.**
- Préférez les **plans progressifs**. Dans la première partie, vous pouvez commencer par exposer les faits puis développer une analyse qui pose des questions ; dans la seconde partie, nuancez, affinez les analyses de la première partie, progressez dans la réflexion en tenant compte de faits nouveaux ou d'analyses modernes.
- Il est aussi possible de faire de très bons devoirs avec d'autres plans comme : aspects internes/externes, quantitatifs/qualitatifs, faits/causes/conséquences, PD/PED, analyses traditionnelles/analyses modernes.

### ■ Exemple de plan détaillé ■

#### Rôle et limites du marché dans la croissance

##### I. Certaines caractéristiques du marché sont favorables à la croissance économique.

A. Dans les pays aujourd'hui développés, il existe une relation de causalité positive entre marché et croissance.

1. Des exemples de relations positives entre marché et croissance au cours de l'histoire.
2. Les marchés permettent aux échanges de se concrétiser et les prix sont des signaux qui donnent des informations utiles aux agents économiques.
3. Même dans les pays où le rôle de l'État a été présent, les mécanismes du marché ont toujours été importants.

B. Le modèle de concurrence pure et parfaite démontre les bienfaits du marché.

1. Le marché permet la division du travail, facteur fondamental de croissance (A. Smith).
2. Grâce à la flexibilité des prix, le plein-emploi des facteurs de production est toujours assuré et la production effective coïncide avec la production potentielle.
3. Le marché permet d'aboutir à une situation optimale pour la collectivité (V. Pareto).

C. À long terme, les économistes démontrent aussi les conséquences positives du marché sur la croissance.

1. Pour R. Solow, la flexibilité des prix permet une croissance équilibrée et une progression du niveau de vie.
2. Le marché permet la diffusion de la croissance des pays développés vers les pays en développement.
3. Le marché est source d'innovations, de progrès technique et de gains de productivité (A. Schumpeter).

## II. Le rôle du marché doit être relativisé car la croissance s'explique fondamentalement par le comportement des acteurs.

A. Historiquement, le rôle de l'État dans la croissance a souvent été important.

1. Dans certains pays (notamment en Grande-Bretagne au XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles), l'État est intervenu pour instaurer le marché.
2. L'État est aussi intervenu dans les pays de la deuxième génération au XIX<sup>e</sup> siècle (Gerschenkron) et dans les NPIA à partir des années 1960 pour amorcer le processus de croissance.
3. Dans les périodes de dépressions ou de crises, l'intervention de l'État est nécessaire (crise de 1929, crise des subprimes).

B. Les mécanismes du marché peuvent avoir des effets négatifs sur la croissance.

1. Le marché provoque des crises souvent violentes.
2. Les mécanismes du marché ne permettent pas sortir des dépressions (J. M. Keynes).
3. Les seules forces du marché génèrent des inégalités sociales qu'il est nécessaire de combattre (apparition des États-providence).

C. Un environnement institutionnel favorable est nécessaire pour encadrer le marché et le réguler.

1. Pas de croissance sans des institutions permettant un environnement stable, des règles juridiques claires, une protection efficace des droits de propriété (D. North).
2. Des exemples : prendre un exemple d'un pays développé et d'un pays en développement.
3. La croissance dépend de multiples facteurs et le rôle de l'État est décisif pour promouvoir la croissance (les analyses de la croissance endogène) dans le respect des équilibres macro-économiques et de la justice sociale.

## 8. La forme est capitale dans une dissertation

- Si, dans une dissertation économique, il faut avoir des connaissances historiques, économiques et sociologiques, ainsi que des références théoriques solides, il ne suffit pas cependant de savoir ; il faut aussi **savoir dire et savoir écrire**. Il faut « accrocher » le lecteur, soutenir son attention, le séduire. **Ce qui compte, c'est la pertinence de vos démonstrations, votre clarté et votre rigueur.**
- **Aérez** votre devoir pour que le correcteur repère aisément les changements de parties : sautez une ligne entre chaque grande partie, entre l'introduction et la première partie, entre la dernière partie et la conclusion, allez à la ligne et en retrait entre chaque sous-partie, allez à la ligne entre chaque paragraphe.
- **Chaque partie doit être introduite.** Il faut aussi rédiger après chaque partie une courte conclusion qui conduit à la partie suivante. Il est important de bien soigner les transitions qui témoignent de la cohérence de votre argumentation.
- **Vous devez absolument faire une conclusion.** Il faut garder du temps pour la rédiger, éventuellement au brouillon. Une conclusion comporte deux parties : la première résume ce qui a été montré, la seconde doit élargir le sujet, voire se terminer par une question qui pourrait faire l'objet d'un autre devoir.



### ■ Exemple de conclusion ■

#### Rôle et limites du marché dans la croissance

Les seules forces du marché ne permettent ni la croissance, ni la croissance équilibrée, ni la justice sociale. État, valeurs, comportements et institutions sont nécessaires pour encadrer le marché et lui permettre de jouer pleinement son rôle. L'expérience historique nous enseigne qu'il faut rejeter les économies qui ne seraient basées que sur le marché, comme il faut rejeter les économies sans marché.

Aujourd'hui, les préoccupations portent sur le développement soutenable, sur la capacité des sociétés à préserver l'environnement et à lutter contre les inégalités. Les rôles des pouvoirs publics et de la coopération internationale sont indispensables.

- Il faut, à tout prix, éviter les fautes d'orthographe et **conserver cinq ou dix minutes pour relire votre copie.**
- Il faut être attentif au style qui se travaille comme une autre matière. On est souvent étonné des progrès réalisés. Il faut être très exigeant et s'exercer à écrire en se corrigeant inlassablement. **Le langage est un instrument de communication.** Il doit traduire la pensée avec précision. Il faut vérifier la concordance entre « ce qu'on voulait écrire » et « ce que l'on écrit ». Une phrase doit apporter une information et une seule. Évitez les phrases trop longues et faites attention à la ponctuation. Il ne faut pas multiplier les adjectifs qualificatifs. N'utilisez pas d'abréviations. **Adoptez un style clair. Écrivez lisiblement** (pas de stylo bic). Faites des comparaisons. Lisez les copies de vos camarades. On sait que « **ce qui se conçoit bien s'énonce clairement et les mots pour le dire arrivent aisément** ».
- **Enfin, il faut à tout prix rendre une copie achevée** : vous devez apprendre à gérer votre temps (de 1 h 30 à 2 h pour la réflexion et l'élaboration du plan, de 2 h à 2 h 30 pour la rédaction). La longueur du devoir est souvent imposée : deux copies maximum. C'est la longueur idéale, une seule copie est en général insuffisante.

#### EN RÉSUMÉ

- Soignez la forme : écriture, orthographe, style.
- Des connaissances historiques et théoriques adaptées au sujet.
- Un plan et une problématique servis par une argumentation rigoureuse.
- Un devoir personnel témoignant d'une capacité de réflexion.

### 3 Les épreuves orales

#### Seules deux écoles proposent l'ESH et l'EA à l'oral : HEC et ESCP-EAP.

Pour ces écoles, le coefficient est important : il faut donc absolument réussir cette épreuve orale. HEC propose deux sujets au choix et l'ESCP-EAP, un seul sujet.

Là aussi, les impasses sont à proscrire d'autant plus que les sujets sont souvent plus pointus, moins larges que ceux proposés à l'écrit.

La durée de préparation est en général d'une demi-heure et le temps de passage est de 20 minutes à HEC, d'une demi-heure à l'ESCP-EAP.

**Voici quelques conseils pour bien réussir cette épreuve.**

- **Il ne faut pas attendre les résultats de l'écrit pour préparer les épreuves orales.** Une fois connus les résultats de l'écrit, les oraux commencent immédiatement. Si vous êtes admissibles à HEC et à l'ESCP-EAP, vous serez probablement aussi admissibles dans de nombreuses autres écoles et vous irez passer vos oraux dans toute la France. **Ces déplacements ne vous permettront pas de préparer tranquillement, chez vous ou au lycée, les oraux.**
- **Profitez du temps entre la fin des écrits et les résultats d'admissibilité** pour réviser et participer aux cours de révision et aux colles dans votre lycée pour réviser.
- Comme pour la préparation de l'écrit, **prenez toutes vos fiches.**
- **Procurez-vous les sujets sortis à HEC et à l'ESCP-EAP les années précédentes** et traitez-en le plus possible. Vous trouverez dans les manuels Dunod de première et de deuxième année, à la fin de chaque chapitre, une série de sujets d'oral.
- Faites des **plans rapides** sur chaque sujet. Prenez connaissance des corrections proposées dans le manuel Dunod.
- **Ne négligez pas la micro, la macro et la comptabilité nationale** : les jurys posent fréquemment, après l'exposé, des questions sur l'EA. Il faut savoir impérativement refaire les schémas importants comme la fixation du prix d'équilibre sur un marché en concurrence pure et parfaite ou les droites IS-LM-BP.
- Le jour de l'oral, **gardez votre sang-froid.** Même si vous trouvez le sujet difficile, dites-vous que d'autres candidats ont aussi le même sujet à traiter (car le même sujet est donné aux candidats qui passent au même moment), que les jurys harmonisent les notes et tiennent compte de la difficulté du sujet. Et, en principe, vous aurez toujours quelque chose à dire sur le sujet proposé.
- Pour préparer votre exposé, **faites un plan et soignez votre introduction.**
- Devant le jury, soyez calme, exprimez-vous correctement et clairement, annoncez votre plan et surveillez votre montre.
- N'hésitez pas à aller au tableau et à proposer au jury un schéma pour illustrer votre propos.

■ Exemple de sujet d'oral ■

**Le protectionnisme est-il dangereux pour la croissance ?**

**Introduction :** Définir protectionnisme, néoprotectionnisme et libre-échange. Faire référence aux théories favorables au libre-échange et à celles favorables au protectionnisme. Montrer que le discours des pouvoirs publics est généralement favorable au libre-échange mais que, dans la pratique, en période de crise ou de ralentissement de la croissance, la tentation protectionniste peut être forte. Annoncer votre plan.

**I. La plupart des théories démontrent les bienfaits du libre-échange ce qui est souvent vérifié dans les faits.**

- A. Les théories traditionnelles et modernes favorables au libre-échange (possibilité de faire un schéma montrant les conséquences négatives sur le surplus de la collectivité des droits de douane).
- B. Des exemples historiques montrant l'impact positif du libre-échange sur la croissance.
- C. Les explications : le libre-échange élargit la taille du marché, permet de se procurer des biens à un prix moins cher que sur le marché intérieur, favorise les transferts de technologies.

**II. Néanmoins, le protectionnisme n'est pas incompatible avec la croissance et le libre-échange comporte des inconvénients.**

- A. Le protectionnisme n'est pas incompatible avec la croissance (fin du XIX<sup>e</sup> siècle en Europe, États-Unis, NPIA dans les années 1960) : F. List montre que les pays peuvent avoir intérêt à développer leurs industries à l'abri de la concurrence (notion d'industries dans l'enfance).
- B. Le libre-échange comporte des inconvénients : lorsque les pays ne sont pas au même stade du développement (critique de la théorie ricardienne), lorsque certaines catégories de travailleurs sont concurrencées par des produits achetés au reste du monde.
- C. Le protectionnisme peut être justifié (le modèle de Spencer et Brander sur la politique commerciale stratégique) mais doit être temporaire.

**Conclusion :** Il faut encadrer et négocier le libre-échange en tenant compte des situations économiques et sociales des pays.

# Les fondements de l'économie et de la sociologie

<b>1</b>	Les acteurs et les grandes fonctions de l'économie .....	13
<b>2</b>	Le financement de l'économie.....	23
<b>3</b>	Les grands courants de la pensée économique depuis le XVI <sup>e</sup> siècle .....	43
<b>4</b>	Objet et méthodes de la sociologie .....	62
<b>5</b>	Les grands courants de l'analyse sociologique depuis le XIX <sup>e</sup> siècle .....	75
<b>6</b>	Les transformations de l'entreprise depuis le XIX <sup>e</sup> siècle .....	90
<b>7</b>	L'entreprise : analyse économique.....	103
<b>8</b>	Éléments de sociologie des organisations .....	117

## OBJECTIFS GÉNÉRAUX

- Rappel des bases essentielles de l'économie et de la sociologie
- Introduction aux concepts fondamentaux de l'économie et de la sociologie et aux modes de raisonnement de ces deux disciplines.

## STRUCTURE DU MODULE

- **Les fondements de l'économie (chapitres 1, 2, 3)** : étude du cadre général des activités économiques et histoire de la pensée économique pour éclairer les enjeux économiques contemporains.
- **Les fondements de la sociologie (chapitres 4, 5)** : étude des concepts et des méthodes de la sociologie, discipline essentielle pour la connaissance du social.
- **Entreprises et organisations (chapitres 6, 7, 8)** : présentation de l'entreprise, organisation centrale de l'activité économique et étude plus large des organisations replacées dans leur contexte historique.

# Les acteurs et les grandes fonctions de l'économie

## OBJECTIFS

- Connaître les principaux acteurs économiques et leurs fonctions.
- Caractériser les grandes opérations économiques.
- Montrer comment les acteurs interagissent au sein de l'économie.

## ■ Notions

Ménages, entreprises, pouvoirs publics, production marchande/non marchande, consommation, épargne, investissement, répartition primaire/secondaire, importations, exportations.

Pour analyser l'activité économique, résultat de multiples décisions prises par des millions d'individus, il est nécessaire de disposer d'un cadre précis. L'Insee regroupe les différents acteurs de la vie économique dans « des ensembles considérés comme pertinents », « ayant des comportements économiques similaires », et « caractérisés par leurs fonctions principales et la nature de leur activité ». Les acteurs économiques étudiés dans ce chapitre sont les ménages, les entreprises et les pouvoirs publics.

Les acteurs se caractérisent par leur fonction : la consommation pour les ménages, la production marchande pour les entreprises. Les pouvoirs publics produisent des services non marchands et interviennent dans la vie économique pour allouer les ressources entre les acteurs, stabiliser la conjoncture et modifier la répartition des revenus. Produire, répartir la richesse créée, consommer et investir, importer et exporter sont les principales opérations effectuées par les acteurs, interdépendants les uns des autres. Le résultat de toutes les décisions prises par les acteurs détermine le plus ou moins grand dynamisme de l'économie.

## **1 Les principaux acteurs de l'économie**

### **A. La consommation est la fonction principale des ménages**

#### **1. La consommation effective des ménages représente 71 % du PIB en 2014**

Selon l'Insee, un ménage désigne « l'ensemble des individus occupant le même logement sans que ces individus aient nécessairement des liens de parenté ». Leur fonction principale est la consommation, définie comme l'utilisation de biens et de services pour satisfaire les besoins. L'Insee mesure la consommation des ménages par la consommation effective qui comprend les dépenses de consommation (les consommations payées par les ménages) et la consommation individualisable des administrations. En plus de leurs dépenses de consommation, les ménages utilisent, pour satisfaire leurs besoins, des services produits par les administrations. Ces services, non marchands, non vendus sur un marché, sont financés par la collectivité (par les impôts et les cotisations sociales) et fournis gratuitement aux ménages ou à un prix économiquement non significatif (inférieur aux coûts de production). Cette consommation, essentiellement des services de santé et d'éducation, est dite « individualisable » car ses bénéficiaires sont clairement identifiés. Les services non marchands comme la justice ou la police ne sont pas comptabilisés dans la consommation individualisable car ils ne bénéficient pas uniquement aux ménages.

En 2014, la consommation effective des ménages s'élève à 1 516,8 milliards d'euros soit 71 % du PIB (produit intérieur brut) et les dépenses de consommation représentent 75 % de la consommation effective.

#### **2. La structure de la consommation se déforme au cours du temps**

De 1960 à 2014, la consommation des ménages a été multipliée par plus de quatre en volume et sa structure, mesurée par les coefficients budgétaires (part de la consommation de biens et de services classés selon leurs fonctions dans la consommation effective) s'est profondément transformée. Conformément aux analyses d'E. Engel (1857), un statisticien allemand, on assiste à une baisse des coefficients budgétaires de l'alimentation (de 27 % à 10 %), de l'habillement (de 10 % à 3,2 %) et de l'équipement du logement (de 7,7 % à 3,9 %) au profit du logement (de 9,6 % à 20,1 %), des transports et communications (9,3 % à 11,7 %), des loisirs et de la culture (5,8 % à 6,2 %). Le logement est aujourd'hui le premier poste de la consommation des ménages (25,3 % des dépenses de consommation). Les achats de services représentent plus de 60 % de la consommation effective. Parmi ces services, il faut souligner la part croissante des services non marchands, 25 % de la consommation effective, qui reflète une demande accrue de santé et d'éducation. Les mutations de la consommation depuis 50 ans sont le résultat de la croissance du pouvoir d'achat et le signe d'un progrès des conditions de vie. Elles traduisent aussi la tertiarisation croissante de la production.

## B. La production marchande est la fonction principale des entreprises

### 1. Les entreprises produisent des biens et services marchands

Les entreprises sont des organisations qui utilisent des facteurs de production, le capital et le travail, pour produire des biens et des services marchands, dans le but d'obtenir un profit. La fonction principale des entreprises est la production marchande. Les biens produits peuvent être des biens de production, des biens de consommation intermédiaire, incorporés dans de nouveaux produits, et des biens de consommation finale. Les services sont destinés à d'autres entreprises ou aux particuliers.

Les entreprises peuvent revêtir des formes juridiques très diverses : entreprises individuelles dans lesquelles le propriétaire de l'entreprise est une personne physique, responsable sur ses biens propres des dettes de l'entreprise, sociétés où plusieurs personnes sont propriétaires du capital. La forme juridique de sociétés la plus répandue est la SARL (société à responsabilité limitée) dans laquelle les associés peu nombreux (entre 2 et 100) ne peuvent vendre leurs parts sociales (le montant de leurs apports) qu'avec l'accord des autres associés ce qui ne facilite pas la mobilité du capital. Dans la société anonyme (SA), les associés (7 minimum) peuvent vendre leurs parts sociales, les actions, à tout moment et sans l'accord des autres associés. Dans la SARL comme dans la SA, les associés ne sont pas responsables des dettes de la société sur leurs biens propres. Seule la SA permet de réunir des capitaux importants nécessaires au financement des grandes entreprises. En 2010, d'après l'INSEE, sur 3,4 millions d'entreprises hors agriculture, 51 % sont des entreprises individuelles, 49 % des sociétés, 39 % des SARL et 1,6 % des SA. Cette prépondérance des entreprises individuelles et des SARL est à mettre en relation avec la faible taille des entreprises françaises.

### 2. Le système productif français est très concentré

L'INSEE classe les entreprises selon trois critères : le nombre de salariés, le chiffre d'affaires et le montant du bilan (tout ce que possède l'entreprise). Les micro-entreprises ont souvent moins de 10 salariés, les PME (petites et moyennes entreprises) moins de 250 et les ETI (entreprises de taille intermédiaire) moins de 5 000. Les entreprises de plus de 5 000 salariés, ayant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 1 500 millions d'€ ou un bilan supérieur à 2 000 millions d'€, sont des grandes entreprises. Celles-ci sont presque toujours organisées en groupes. Un groupe est une entité économique formée par un ensemble de sociétés, contrôlées par une même société, la société « tête de groupe ».

Le tissu productif français est très concentré car les micro-entreprises, très nombreuses (95 % des entreprises), ont un poids faible dans l'activité économique : elles n'emploient que 19,5 % des salariés et ne créent que 22 % de la valeur ajoutée. Au contraire, les grandes entreprises, dont la part dans le total des entreprises est négligeable, ont un poids élevé dans l'activité économique. Il en est de même, des PME et des ETI qui, ensemble, créent 45 % de la valeur ajoutée et 50 % des exportations alors qu'elles ne représentent que 5,1 % du nombre d'entreprises.

La faiblesse du nombre des PME et des ETI est l'une des faiblesses du tissu productif français comparé à celui de l'Allemagne.



## **C. Pour remplir leurs fonctions, les pouvoirs publics disposent de moyens financiers et réglementaires**

### ***1. Le rôle des pouvoirs publics s'est considérablement élargi depuis le XIX<sup>e</sup> siècle***

Jusqu'à l'entre-deux-guerres, les fonctions de l'État sont principalement des fonctions régaliennes (justice, armée, police). La crise de 1929, le développement de l'État-providence ainsi que l'influence des idées keynésiennes élargissent considérablement le rôle des pouvoirs publics (État, collectivités territoriales, Sécurité sociale). On distingue aujourd'hui trois grandes fonctions de l'État : allocation des ressources, répartition des revenus, stabilisation de l'activité. La fonction d'allocation des ressources vise à remédier aux défaillances du marché. En effet, les externalités positives (comme les conséquences positives des dépenses de recherche d'une entreprise) ou négatives (comme la pollution), les biens publics (comme l'éclairage public) ne sont pas pris en compte par le marché. Face à ces imperfections du marché, les pouvoirs publics doivent modifier l'allocation des ressources. La fonction de répartition ou de redistribution des revenus vise à réduire les inégalités en modifiant la répartition primaire des revenus (celle qui résulte de la participation des agents à la production) ou en produisant des services non marchands comme l'éducation. La fonction de stabilisation a pour objectif la lutte contre les déséquilibres macroéconomiques : récession ou dépression, inflation ou baisse des prix, chômage, déficit extérieur ou déficit public.

### ***2. Les pouvoirs publics disposent de moyens financiers et législatifs***

Les prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) prélevés sur les agents économiques par les pouvoirs publics financent les dépenses publiques et peuvent contribuer à modifier le comportement des agents économiques (en dissuadant d'adopter des comportements nocifs pour la santé ou en les incitant à réduire la pollution). Outre les services non marchands régaliens, les pouvoirs publics financent des infrastructures (routes, voies ferrées, aéroports) indispensables au bon fonctionnement de l'économie ainsi que des services comme la santé et l'éducation. Dans ces deux derniers domaines, l'intervention de l'État se justifie par l'existence d'externalités positives et le souci de justice sociale. D'une part, une population plus qualifiée, en meilleure santé est plus à même d'innover, d'autre part, un système d'éducation et de santé uniquement privé crée d'importantes inégalités sociales. Les pouvoirs publics distribuent aussi des revenus sociaux pour des motifs d'assurance (retraites par exemple) et d'assistance (RSA ou revenu de solidarité active notamment). Le budget de l'État, voté tous les ans par le Parlement, détermine les recettes et les dépenses de l'État. C'est aussi un instrument au service de la régulation conjoncturelle pour relancer l'activité économique ou lutter contre l'inflation. Les pouvoirs publics peuvent aussi agir par la voie législative en réglementant par exemple les normes de construction dans le bâtiment pour réduire les dépenses d'énergie et les émissions de CO<sub>2</sub>.

Aujourd'hui, la mondialisation des économies limite l'efficacité des décisions nationales et certaines compétences des États nationaux sont transférées à des entités régionales (politique monétaire en particulier dans les pays de l'Union européenne).

## 2 Les grandes opérations économiques

### A. Les opérations sur biens et services constituent les ressources et les emplois de l'économie

#### 1. La production est mesurée par le produit intérieur brut

Pour mesurer la production d'un pays, l'INSEE calcule un agrégat que l'on appelle le produit intérieur brut (PIB). Le PIB est la somme des valeurs ajoutées par les agents résidant sur le territoire national. La valeur ajoutée est la production moins les consommations intermédiaires que les agents ont achetées pour produire. Elle mesure ainsi la véritable contribution des agents à la richesse nationale en évitant de compter deux fois la même production. Par exemple, la valeur ajoutée de Renault se calcule en enlevant à sa production tous les biens et services qu'elle a utilisés sans les fabriquer elle-même comme de la peinture, des pneus, du cuir...

Pour compléter le calcul du PIB aux prix du marché, on ajoute aux valeurs ajoutées, les impôts sur les produits payés par les producteurs et on retranche les subventions perçues.

Le PIB est l'indicateur de la production d'un pays ou de la richesse créée sur une année donnée. Par exemple, en France le PIB s'élève à 2 132,4 milliards d'euros en 2014.

#### 2. Les ressources et les emplois donnent de précieuses indications sur la conjoncture économique

La comptabilité nationale calcule l'ensemble des biens et services produits sur une année et montre ensuite comment ces ressources sont utilisées par les agents économiques.

Les ressources correspondent à la production (le PIB) à laquelle on ajoute les importations, les emplois à la demande intérieure – somme de la consommation des ménages et des administrations publiques plus la formation brute du capital fixe ou l'investissement des ménages, des administrations et des entreprises – et à la demande extérieure puisqu'une partie de la production est exportée. Les ressources correspondent à l'offre de biens et services sur le territoire, les emplois à la demande. Par construction comptable, les ressources sont égales aux emplois ce qui n'exclut pas l'existence de déséquilibres. La variation des stocks (différence entre la production réalisée et la production vendue) permet d'équilibrer les ressources et les emplois :

$\text{PIB} + \text{Importations} = \text{Consommation finale} + \text{FBCF} \pm \text{Variation des stocks} + \text{Exportations}$ .

L'intérêt du tableau ressources-emplois est de mettre en évidence la part respective de chacune de leurs composantes dans le total et de calculer pour chaque année le taux de croissance de ces composantes. Toute étude conjoncturelle d'une économie commence par l'observation de l'équilibre emplois-ressources (cf. tableau 1.1).

**Tableau 1.1 – Ressources et emplois de biens et de services, en France, entre 2010 et 2014, en milliards d’euros courants**

	2010	2011	2012	2013	2014
<b>PIB</b>	1932,8	2059,3	2086,9	2116,6	2132,4
<b>Importations</b>	537,5	625,3	640,2	642,6	651,1
<b>Consommation finale</b>	1604,1	1634,1	1659,3	1683,9	1699,2
<b>FBCF</b>	373,3	461,6	469,1	467,9	462,5
<b>Variation des stocks</b>	0,7	15,7	2,8	3,4	9,4
<b>Exportations</b>	492,2	572,6	595,2	603,2	611,8
<b>Total des ressources et des emplois</b>	2470,3	2684,6	2727,2	2759,1	2783,5

Source : Insee, Comptes nationaux

En France en 2014, le total des emplois et des ressources est égal à 2 783,5 milliards d’euros. Un peu moins du quart des ressources provient des importations et près de 60 % des emplois sont affectés à la consommation des ménages contre seulement 15 % à la formation brute de capital fixe. En volume, le PIB augmente de 1,7 % grâce à une croissance plus forte des exportations (+ 5,3 %) et de la FBCF (+ 3,5 %) que de la consommation des ménages (+ 0,6 %). Les importations augmentent moins vite (+ 4,9 %) que les exportations.

## **B. Les revenus font l’objet d’une double répartition : primaire et secondaire**

### ***1. La répartition primaire résulte de la participation des agents à la production***

Les revenus primaires sont des revenus versés aux ménages en contrepartie de leur contribution à la production.

Ces revenus sont constitués par la rémunération des salariés, les revenus mixtes des entrepreneurs individuels (mesurés par leur excédent brut d’exploitation) et les revenus du capital comme les intérêts, les dividendes et les revenus fonciers.

En 2014, en France, la rémunération des salariés représente 73,9 % du revenu primaire (61 % en 1960), les revenus mixtes 18,9 % (34 % en 1960) et les revenus du patrimoine 7,2 % (5 % en 1960). La hausse de la part de la rémunération des salariés s’explique par la salarisation croissante de la population active, actuellement 90 % de celle-ci est salariée. La croissance des revenus du patrimoine s’explique par l’attrait des Français pour les placements financiers à partir des années 1980-1990. La diminution de la part des indépendants (agriculteurs, artisans, commerçants, chefs d’entreprise) explique la baisse des revenus mixtes.

Si on s'intéresse au partage de la valeur ajoutée au sein des entreprises, il est intéressant de constater que la part de la rémunération des salariés dans la valeur ajoutée est, à long terme, relativement stable (autour de 70 % de la valeur ajoutée) mais peut connaître des fluctuations à court terme (hausse au moment des chocs pétroliers puis baisse dans la décennie 1980 en raison des politiques d'austérité de lutte contre l'inflation).

## 2. Les revenus d'assurance et d'assistance modifient la répartition primaire

Les pouvoirs publics ont pris progressivement en charge la redistribution des revenus des agents économiques dans le cadre de la politique sociale mise en place dans les années 1950. Celle-ci consiste pour l'État à prélever des impôts et des cotisations sociales sur les agents et à leur verser des revenus sociaux ou de transfert sous forme de prestations sociales. La redistribution des revenus permet de lutter contre les inégalités des revenus primaires. Elle obéit à une double logique d'assurance et d'assistance.

- La logique d'assurance consiste à protéger la population contre les risques de la vie et à leur verser des ressources en cas de maladie, chômage, invalidité... C'est la redistribution horizontale.
- La logique d'assistance est d'aider les plus démunis ce qui est un des moyens pour réduire les inégalités de revenus. C'est la redistribution verticale.

On calcule le revenu disponible des ménages de la manière suivante :

**Revenu disponible des ménages** = revenus primaires + prestations sociales – prélèvements obligatoires (impôts directs + contribution sociale généralisée + cotisations sociales).

Les revenus de transfert augmentent régulièrement : ils représentent à l'heure actuelle plus du tiers du revenu disponible du ménage contre 15 % en 1950. Cette évolution s'explique par la création de nouvelles prestations sociales (RMI puis RSA, allocations diverses), la hausse du chômage (hausse des allocations chômage) et le vieillissement de la population (hausse du montant des retraites).

## C. Les échanges extérieurs pèsent d'un poids croissant dans les économies modernes

### 1. La balance des paiements retrace les échanges d'un pays avec l'extérieur

La balance des paiements est un document comptable qui enregistre les transactions économiques et financières réalisées entre un pays et le reste du monde. Ce sont des flux et non des stocks que l'on comptabilise. Elle est composée de trois comptes. Le compte ou la balance des transactions courantes regroupe les opérations sur les biens et les services (importations et exportations), les revenus (flux de revenus avec le reste du monde...) et les transferts courants (dons, aides publiques ou privées). Le compte de capital regroupe les transferts en capital (achats et vente de brevets...). Enfin, le compte financier regroupe les opérations financières réalisées par des agents non bancaires (investissements directs à l'étranger, placements, prêts...) et la variation des réserves de change (c'est-à-dire des devises étrangères) détenues par le système bancaire.

## 2. Les soldes de la balance des paiements sont significatifs

Les soldes de la balance des paiements sont intéressants à analyser car ils aident à comprendre la situation économique d'un pays. Le solde de la balance des transactions courantes indique la capacité de financement ou le besoin de financement d'un pays. Si l'épargne d'un pays est inférieure à ses investissements, cela se traduit par un déficit, donc un besoin de financement, comblé par le reste du monde. À l'inverse si le pays a une épargne excédentaire, supérieure à ses investissements, il dégage une capacité de financement et peut financer le besoin de financement du reste du monde. Un autre indicateur, le taux d'ouverture,  $[(\text{exportations} + \text{importations})/2 \text{ divisées par le PIB}]$  indique le degré de dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur. En 2014, le taux d'ouverture de la France est de 28 % ce qui signifie que la moyenne des exportations et des importations est égale à plus du quart de sa production contre 14 % en 1950.

## D. Par leurs opérations, les acteurs sont interdépendants

Les différentes activités économiques étudiées créent des relations d'interdépendance entre les ménages, les entreprises, les banques et l'État. Rien ne circule qui n'ait été produit. Il faut produire avant de distribuer et de redistribuer des salaires et des revenus. Par exemple, les entreprises versent des revenus d'activité aux ménages qui ont contribué à cette production. Sur ces revenus d'activité, les ménages (comme les entreprises) versent des impôts et des cotisations sociales aux pouvoirs publics et reçoivent des prestations sociales, principalement des organismes de Sécurité sociale. Ils affectent ensuite leur revenu disponible à la consommation et à l'épargne. Les impôts et les cotisations sociales permettent aux pouvoirs publics de financer les investissements nécessaires à la croissance économique, les services publics (écoles, hôpitaux...) et de redistribuer des revenus. Ces relations entre les agents économiques sont donc étroitement dépendantes les unes des autres. (Cf. EA, sous-partie 8, Fonctions et équilibres macroéconomiques, p. 665).

## BIBLIOGRAPHIE

- Site de l'INSEE : [www.insee.fr](http://www.insee.fr)
- Tableaux de l'économie française, TEF Édition 2015.
- Collection Insee Références.